11 mars 2025

**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HUGUES**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Hugues, tenue le onze (11) mars 2025 à la salle municipale située au 390, rue Notre-Dame, Saint-Hugues.

Sont présents : mesdames les conseillères et messieurs les conseillers :

Audrey Lussier, Marjolaine Berthiaume, René Martin, Karine Dalpé, Richard Turcotte et Simon Valcourt tous membres du Conseil, formant quorum, sous la présidence du maire, Monsieur Richard Veilleux

Madame Carole Thibeault, directrice générale et greffière-trésorière est aussi présente.

À vingt heures cinq minutes (20h05), Monsieur le Maire Richard Veilleux, procède à l'ouverture de la séance du conseil.

Consultation publique – projet PPCMOI-2024-18 relatif à la construction d'un second bâtiment multifamilial de 4 logements sur le lot 2 707 770

25-03-37

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

- 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE ET VÉRIFICATION DU QUORUM**
- 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX**
 - 3.1 Adoption du procès-verbal du 4 février 2025.
- 4. TRÉSORERIE**
 - 4.1 Adoption des comptes à payer 2025-02-28;
 - 4.2 Dépôt – Liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000\$ avec un même contractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000\$;
 - 4.3 Avis de motion – Présentation et dépôt du projet de règlement # 348-25 – Travaux rang Bourgchemin ouest.
- 5. ADMINISTRATION**
 - 5.1 Dépôt – Rapport de l'inspecteur;
 - 5.2 Dépôt du bilan annuel – bibliothèque;
 - 5.3 Réseau de fibre optique – Avis de dénonciation des ententes en vigueur.
- 6. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
 - 6.1 Rémunération des premiers répondants citoyens – Approbation;
- 7. VOIRIE – AQUEDUC – ÉGOUT**
 - 7.1 Travaux prolongement aqueduc et réseau sanitaire – route Yamaska – offre de service d'ingénierie - mandat.
- 8. URBANISME**
 - 8.1 Demande de dérogation mineure #DM-2025-01 relative à la bande tampon de 10 mètres que doit respecter le bâtiment projeté sur le lot 6 434 395, zone 401;
 - 8.2 Adoption du second projet de résolution pour le dossier PPCMOI-2024-18 relatif à la construction d'un second bâtiment multifamilial de 4 logements sur le lot 2 707 770;
 - 8.3 Avis de motion – Projet de règlement numéro 269-22-25 modifiant le règlement de zonage concernant les usages autorisés dans les marges et l'utilisation de conteneurs;
 - 8.4 Adoption – Projet de règlement numéro 269-22-25 modifiant le règlement de zonage concernant les usages autorisés dans les marges et l'utilisation de conteneurs;
 - 8.5 Avis de motion – Projet de règlement numéro 268-7-25 modifiant le règlement constituant le plan d'urbanisme concernant les îlots de chaleur urbains;
 - 8.6 Adoption – Projet de règlement numéro 268-7-25 modifiant le règlement constituant le plan d'urbanisme concernant les îlots de chaleur urbains.
- 9. REQUÊTES DIVERSES**
 - 9.1 Décréter le mois d'avril – Mois de la jonquille;
 - 9.2 Journée mondiale du recyclage – 18 mars 2025 – Proclamation;
 - 9.3 Camps de jour – Intégration – Enfants à besoins particuliers – Enjeux;
 - 9.4 Déclaration commune – RSIQ – Renverser la tendance – Un devoir collectif – Appui;
 - 9.5 Municipalité de Saint-Bernabé-Sud – Demande d'intervention – Appui;
 - 9.6 Ride de filles – Autorisation de passage – 5 juillet;
 - 9.7 La Petite Aventure – Vélo Québec – Autorisation de passage – 30 juin;
 - 9.8 Ronde Montérégienne de vélo – Autorisation de passage – 11 mai;

11 mars 2025

- 9.9 Demande de modification – Article 226.2 du code de la sécurité routière (c.C-24-2) – Municipalité de Sainte-Christine – Demande d’appui.
- 10. LOISIRS – ORGANISMES – PARCS**
- 10.1 Loisirs - Versement budget 2025;
- 10.2 Comptoir de prêt d’équipement et achat d’équipement – Sports d’hiver – Demande de subvention Loisir et Sport Montérégie - Nommer responsable – Éliane Parent;
- 10.3 Fêtes du 200^e – Ajout et désistement de membres – Approbation.
- 11. IMMEUBLES**
- 11.1 Matériel pour installation de luminaires – Futur bureau de Postes Canada – Entériner mandat confié à Alarme Thibeault;
- 11.2 Remplacement des tuiles – Plafond futur bureau de Postes Canada – Entériner mandat confié à Pascal Bissonnette Construction inc.;
- 11.3 Aménagement de la voûte – bureau municipal – Mandat.
- 12. VARIA**
- 13. PÉRIODE DE QUESTIONS (30 MINUTES)**
- 14. LEVÉE DE LA SÉANCE**

Il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, appuyé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, et résolu, à l’unanimité des conseillers présents, que l’ordre du jour soit adopté tel que proposé et en laissant le varia ouvert.

ADOPTÉE

3. ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

25-03-38

3.1 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DU 4 FÉVRIER 2025

Il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, appuyé par le conseiller René Martin, et résolu, à l’unanimité des conseillers présents, d’adopter le procès-verbal du 4 février 2025 tel qu’il a été déposé.

ADOPTÉE

4. TRÉSORERIE

25-03-39

4.1 ADOPTION DES COMPTES À PAYER 2025-02-28

Les membres du conseil ont tous reçu une copie du bordereau numéro 2024-02-28 des comptes payés et à payer au montant 196 101,21 \$ pour le mois de février 2025, ainsi que le montant des salaires versés pour le mois de janvier 2025 au montant de 38 251,03 \$.

Il est proposé par le conseiller Simon Valcourt, appuyé par la conseillère Audrey Lussier, et résolu à l’unanimité des conseillers présents, d’accepter les comptes payés et à payer au montant de 234 352,24 \$.

ADOPTÉE

4.2 DÉPÔT – LISTE DES CONTRATS COMPORTANT UNE DÉPENSE DE PLUS DE 2 000\$ AVEC UN MÊME CONTRACTANT LORSQUE L’ENSEMBLE DE CES CONTRATS COMPORTE UNE DÉPENSE TOTALE DE PLUS DE 25 000

La directrice générale dépose, auprès des membres du conseil municipal, la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000\$ avec un même contractant, lorsque l’ensemble de ces contrats comporte une dépense totale de plus de 25 000\$ pour l’année 2024.

Comme stipulé à l’article 961.4 (2) du code municipal, cette liste sera diffusée sur le site internet de la municipalité.

4.3 AVIS DE MOTION – PRÉSENTATION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT # 348-25 – TRAVAUX RANG BOURGCHÉMIN OUEST

Avis de motion est donné par le conseiller René Martin, concernant le projet de règlement numéro 348-25 concernant des travaux sur le rang Bourgchemin ouest.

11 mars 2025

Ce règlement sera adopté lors d'une séance ultérieure du conseil.

Afin de préciser la portée du présent avis de motion et de dispenser le conseil de la lecture dudit règlement lors de son adoption, une copie du règlement est remise aux membres du conseil présents et des copies supplémentaires seront disponibles pour les membres absents.

La directrice dépose, auprès des membres du conseil, le projet de règlement numéro 348-25.

5. ADMINISTRATION

5.1 DÉPÔT – RAPPORT DE L'INSPECTEUR

La directrice générale dépose, auprès des membres du conseil municipal, le rapport émis par monsieur Mathieu Brunelle Descheneaux, inspecteur en bâtiment, ainsi que la liste des permis pour la période du 1^{er} au 28 février 2025.

5.2 DÉPÔT DU BILAN ANNUEL – BIBLIOTHÈQUE

La directrice générale dépose, auprès des membres du conseil municipal, le rapport émis par madame Rachel Rodrigue, responsable de la bibliothèque, pour l'année 2024.

25-03-40

5.3 RÉSEAU DE FIBRE OPTIQUE – AVIS DE DÉNONCIATION DES ENTENTES EN VIGUEUR

CONSIDÉRANT le réseau de fibre optique mis en place par la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe, en vertu d'une entente conclue le 26 octobre 2001 avec Cooptel;

CONSIDÉRANT que la MRC des Maskoutains et toutes ses municipalités membres ont reconnu l'importance d'être partie au projet « Villages branchés du Québec » pour l'implantation d'un réseau de fibre optique sur l'ensemble du territoire de la MRC visant à desservir les bâtiments municipaux ainsi que le siège social de la MRC;

CONSIDÉRANT qu'en vertu d'une entente intermunicipale signée le 17 mai 2004, toutes les municipalités locales ont délégué à la MRC des Maskoutains les pouvoirs requis pour conclure en leur nom une entente avec la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe, entente qui a effectivement été signée par la suite le 15 juin 2004, de sorte que la MRC et toutes les municipalités locales ont pu, depuis ce temps, être desservies par le réseau de fibre optique mis en place par la Commission scolaire;

CONSIDÉRANT que, suite à l'entrée en vigueur du « Programme Communautés rurales branchées » en date du 1er avril 2009, la MRC et ses municipalités ont souhaité profiter de ce programme pour permettre aux particuliers, aux organismes et aux entreprises en milieu rural d'avoir accès à un service Internet haute vitesse;

CONSIDÉRANT qu'une nouvelle entente intermunicipale est intervenue en mai 2010 visant à modifier l'entente du 17 mai 2004, de manière à permettre à la MRC de signer les ententes appropriées pour profiter du Programme Communautés rurales branchées;

CONSIDÉRANT que, en conséquence, une entente tripartite a été signée le 21 juin 2010 entre la Commission scolaire de Saint-Hyacinthe, la MRC des Maskoutains et Réseau Internet Maskoutain (RIM);

CONSIDÉRANT que, en vertu de cette entente, RIM s'est vu céder tous les droits appropriés en matière d'utilisation d'une partie des fibres optiques du réseau de Coopte! afin d'offrir aux particuliers, aux organismes et aux entreprises du territoire de la MRC, l'opportunité d'avoir accès à un service Internet haute vitesse de qualité;

CONSIDÉRANT que les nombreuses ententes en vigueur viennent à échéance le 26 octobre 2026;

CONSIDÉRANT que la MRC des Maskoutains et chacune de ses municipalités doivent déterminer comment elles entendent être desservies dans le futur en matière de services internet et de téléphonie;

11 mars 2025

CONSIDÉRANT que, pour sa part, Réseau Internet Maskoutain a globalement rempli la mission pour laquelle cet OBNL a été constitué à l'époque, sur l'initiative de la MRC, de sorte que RIM a déjà mis fin aux services offerts en matière d'Internet haute vitesse et a aussi entrepris la liquidation de ses équipements et infrastructures;

EN CONSÉQUENCE, Il est proposé par la conseillère Karine Dalpé, appuyé par le conseiller Simon Valcourt, et résolu, à l'unanimité des conseillers présents :

DE DÉNONCER toutes les ententes auxquelles la municipalité de Saint-Hugues est partie, particulièrement les ententes intermunicipales dont il est question dans le préambule qui précède et de donner avis de cette dénonciation au Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe, à Cooptel, à la MRC des Maskoutains, aux autres municipalités membres de la MRC et à Réseau internet Maskoutain (RIM).

ADOPTÉE

6. SÉCURITÉ PUBLIQUE

25-03-41

6.1 RÉMUNÉRATION DES PREMIERS RÉPONDANTS CITOYENS – APPROBATION

CONSIDÉRANT la résolution # 2025-01-05 adoptée par les membres du conseil d'administration de la Régie intermunicipale de protection incendie du Nord des Maskoutains, lors de la séance tenue le 21 janvier 2025, concernant la rémunération et les modalités de fonctionnement des premiers répondants citoyens;

CONSIDÉRANT que les municipalités membres de la Régie doivent, par résolution, approuver ces modalités de fonctionnement afin que la Régie puisse refacturer ce service aux municipalités membres;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, appuyé par le conseiller René Martin, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'APPROUVER les modalités de fonctionnement pour la refacturation du service de premiers répondants aux municipalités membres, telles que décrites à la résolution # 2025-01-05, adoptée par les membres du conseil d'administration de la Régie, lors de la séance du 21 janvier 2025.

ADOPTÉE

7. VOIRIE – AQUEDUC – ÉGOUT

25-03-42

7.1 TRAVAUX PROLONGEMENT AQUEDUC ET RÉSEAU SANITAIRE – ROUTE YAMASKA – OFFRE DE SERVICE D'INGÉNIERIE - MANDAT

CONSIDÉRANT l'offre de service reçue, en date du 6 février 2025, du service d'ingénierie de la MRC des Maskoutains, relative aux travaux de prolongement d'aqueduc et de réseau sanitaire sur la route Yamaska pour desservir les lots 6 434 396 et 6 434 395, dossier IE25-54100-338;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE CONFIER le mandat au service d'ingénierie de la MRC des Maskoutains conformément à l'offre reçue en date du 6 février 2025, comprenant les relevés d'arpentage, l'étude préliminaire, les estimations préliminaires et définitives, les plans et devis préliminaires et définitifs et le processus de demande au ministère de l'Environnement et au ministère des Transports.

ADOPTÉE

11 mars 2025

8. URBANISME

25-03-43

8.1 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE #DM-2025-01 RELATIVE À LA BANDE TAMPON DE 10 MÈTRES QUE DOIT RESPECTER LE BÂTIMENT PROJETÉ SUR LE LOT 6 434 395, ZONE 401

CONSIDÉRANT que le demandeur souhaite construire un atelier de soudure sur le lot 6 434 395 ;

CONSIDÉRANT que l'article 20.2.1 du règlement de zonage no. 269-06 exige une bande tampon d'une largeur minimale de 10 mètres le long de la ligne de propriété adjacente à un terrain utilisé ou destiné à être utilisé à des fins résidentielles, commerciales ou institutionnelles ;

CONSIDÉRANT qu'une bande tampon de 10 mètres doit être appliquée vis-à-vis la limite de propriété donnant sur le lot voisin 4 879 752 (garage municipal) ;

CONSIDÉRANT que selon le plan projet d'implantation #21-048GP préparé par Geneviève Patry, arpenteur-géomètre (minute 1269), la bande tampon projetée serait de 4 mètres soit 6 mètres de moins que le minimum requis ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas directement contigu aux terrains résidentiels de la rue Beaudry ;

CONSIDÉRANT que selon les plans de construction préliminaires, le mur donnant vers le lot 4 879 752 n'est muni que d'une seule ouverture, soit une porte standard ;

CONSIDÉRANT que la réduction de la bande tampon ne crée pas de préjudice au voisin immédiat (garage municipal) ;

CONSIDÉRANT la recommandation des membres du CCU d'accepter la demande de dérogation mineure #DM-2024-05 relative à une bande tampon de 4 mètres pour le bâtiment principal projeté sur le lot 6 434 395, dans la zone 401 à Saint-Hugues ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, appuyé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'ACCEPTER la demande de dérogation mineure #DM-2024-05.

ADOPTÉE

25-03-44

8.2 ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÉSOLUTION POUR LE DOSSIER PPCMOI-2024-18 RELATIF À LA CONSTRUCTION D'UN SECOND BÂTIMENT MULTIFAMILIAL DE 4 LOGEMENTS SUR LE LOT 2 707 770

CONSIDÉRANT qu'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI-2024-18), pour la construction d'un second bâtiment multifamilial de 4 logements sur le lot 2 707 770 correspondant à la propriété du 462 à 464 rue Notre-Dame a été déposée à la municipalité ;

CONSIDÉRANT que le règlement de zonage actuellement en vigueur n'autorise pas les projets intégrés ;

CONSIDÉRANT que la propriété visée par la demande est située à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ;

CONSIDÉRANT que la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que le comité consultatif d'urbanisme a examiné cette demande de projet en fonction des critères d'évaluation fixés par le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble numéro 300-10 et du règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale numéro 249-05 ;

11 mars 2025

CONSIDÉRANT que le Comité consultatif d'urbanisme a formulé des recommandations dans les procès-verbaux de la séance du 26 février 2025 ainsi que des séances du 23 octobre, 20 novembre et 11 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le plan projet d'implantation et les rendus 3D datés et soumis le 9 décembre 2024 ont été jugés conformes et acceptables ;

CONSIDÉRANT que des haies d'une hauteur minimale de 4 pieds seront aménagées, maintenues et replantées le cas échéant le long des lignes mitoyennes ;

CONSIDÉRANT que le premier projet de résolution a été adopté le 14 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'assemblée publique aux fins de consultation a été tenue le 11 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'aucun commentaire ou question n'a été reçu suite à la consultation écrite ;

CONSIDÉRANT la recommandation des membres du CCU d'adopter le second projet de résolution conformément au Règlement numéro no.300-10 (PPCMOI), visant la délivrance d'un permis de construction pour le dossier PPCMOI-2024-18, soit plus précisément pour la construction d'un second bâtiment multifamilial de 4 logements sur le lot 2 707 770 correspondant à la propriété du 462 à 464 rue Notre-Dame;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Karine Dalpé, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'ADOPTER le second projet de résolution conformément au Règlement numéro no.300-10 (PPCMOI), visant la délivrance d'un permis de construction pour le dossier PPCMOI-2024-18, soit plus précisément pour la construction d'un second bâtiment multifamilial de 4 logements sur le lot 2 707 770 correspondant à la propriété du 462 à 464 rue Notre-Dame;

ET

D'entreprendre la procédure d'approbation référendaire.

ADOPTÉE

8.3 AVIS DE MOTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 269-22-25 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LES USAGES AUTORISÉS DANS LES MARGES ET L'UTILISATION DE CONTENEURS

Avis de motion est donné par le conseiller Richard Turcotte qu'il présentera pour adoption, lors d'une séance ultérieure du conseil, le règlement numéro 269-22-25 modifiant le règlement de zonage numéro 269-06.

L'objet de ce règlement est de préciser que le revêtement extérieur d'un bâtiment peut empiéter dans les marges prescrites par le règlement et que l'utilisation d'un conteneur à des fins accessoires à un usage public est autorisée. Il a aussi pour objet de préciser les règles applicables pour l'utilisation de conteneurs ou de cubes d'entreposage, lors de l'exécution de travaux de rénovation.

25-03-45

8.4 ADOPTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 269-22-25 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE CONCERNANT LES USAGES AUTORISÉS DANS LES MARGES ET L'UTILISATION DE CONTENEURS

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'apporter certaines précisions quant aux usages autorisés dans les marges ainsi qu'à l'égard des dispositions encadrant l'utilisation de conteneurs à des fins accessoires ou d'entreposage temporaire;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal tenue le 11 mars 2025, conformément à la loi, par le conseiller Richard Turcotte ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, appuyé par la conseillère Karine Dalpé, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

11 mars 2025

QUE le conseil adopte, lors de la séance du 11 mars 2025, le projet de règlement numéro 269-22-25 intitulé «*Règlement modifiant le règlement de zonage concernant les usages autorisés dans les marges et l'utilisation de conteneurs*» ;

QU'une assemblée de consultation soit tenue mardi, le 1^{er} avril 2025, à 20 h à la salle municipale située au 390, rue Notre-Dame, afin d'expliquer le projet de règlement et d'entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

ADOPTÉE

8.5 AVIS DE MOTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 268-7-25 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONSTITUANT LE PLAN D'URBANISME CONCERNANT LES ÎLOTS DE CHALEUR URBAINS

Avis de motion est donné par le conseiller René Martin, qu'il présentera pour adoption, lors d'une séance ultérieure du conseil, le règlement numéro 268-7-25 modifiant le règlement numéro 268-06 constituant le plan d'urbanisme.

L'objet de ce règlement est d'apporter les modifications requises au plan d'urbanisme afin de se conformer à l'obligation prévue à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, d'identifier toute partie du territoire municipal qui est peu végétalisée, très imperméabilisée ou sujette au phénomène d'îlot de chaleur urbain et de décrire toute mesure permettant d'atténuer les effets nocifs ou indésirables de ces caractéristiques.

25-03-46

8.6 ADOPTION – PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 268-7-25 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONSTITUANT LE PLAN D'URBANISME CONCERNANT LES ÎLOTS DE CHALEUR URBAINS

CONSIDÉRANT que dans le cadre de diverses modifications apportées à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, il est maintenant obligatoire que le plan d'urbanisme identifie toute partie du territoire municipal qui est peu végétalisée, très imperméabilisée ou sujette au phénomène d'îlot de chaleur urbain et décrive toute mesure permettant d'atténuer les effets nocifs ou indésirables de ces caractéristiques;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil municipal tenue le 11 mars 2025, conformément à la loi, par le conseiller René Martin ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller René Martin, appuyé par le conseiller Richard Turcotte, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

QUE le conseil adopte, lors de la séance du 11 mars 2025, le projet de règlement numéro 268-7-25 intitulé «*Règlement modifiant le règlement constituant le plan d'urbanisme concernant les îlots de chaleur urbains*».

QU'une assemblée de consultation soit tenue mardi, le 6 mai 2025, à 20 h à la salle municipale située au 390, rue Notre-Dame, afin d'expliquer le projet de règlement et d'entendre les personnes et organismes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

ADOPTÉE

9. REQUÊTES DIVERSES

25-03-47

9.1 DÉCRÉTER LE MOIS D'AVRIL, MOIS DE LA JONQUILLE

CONSIDÉRANT qu'au Canada, toutes les trois minutes, une personne reçoit un diagnostic de cancer;

CONSIDÉRANT que cette maladie cause un choc important qui se répercute sur toutes les sphères de la vie des personnes atteintes du cancer et sur leurs proches;

11 mars 2025

CONSIDÉRANT que, grâce à des milliers de Québécois et Canadiens, donateurs et bénévoles, la Société canadienne du cancer lutte pour prévenir plus de cancers, permettre aux chercheurs de faire plus de découvertes et aider plus de personnes touchées par la maladie;

CONSIDÉRANT que la Société canadienne du cancer travaille à sauver plus de vies;

CONSIDÉRANT que nous pouvons prévenir environ la moitié de tous les cancers en adoptant un mode de vie sain et des politiques qui protègent le public;

CONSIDÉRANT que près de la moitié de l'argent investi dans la recherche sur le cancer par les organismes de bienfaisance provient de la Société canadienne du cancer;

CONSIDÉRANT que les personnes touchées par le cancer peuvent se concentrer sur leur guérison et avoir une bonne qualité de vie grâce à l'aide offerte par la Société canadienne du cancer;

CONSIDÉRANT que le taux de survie au cancer a passé de 25 % en 1940 à plus de 60 % aujourd'hui;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre les recherches afin de continuer à vaincre la maladie;

CONSIDÉRANT que le mois d'avril est le Mois de la jonquille, et qu'il est porteur d'espoir et d'activités qui feront une différence dans la vie des personnes atteintes de cancer et dans la lutte contre la maladie;

CONSIDÉRANT que la Société canadienne du cancer encourage la population à poser un geste significatif pendant le Mois de la jonquille pour les personnes touchées par le cancer et à contribuer au combat contre cette maladie;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Karine Dalpé, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE DÉCRÉTER le mois d'avril le Mois de la jonquille;

D'ENCOURAGER la population à accorder généreusement son appui à la cause de la Société canadienne du cancer.

ADOPTÉE

25-03-48

9.2 JOURNÉE MONDIALE DU RECYCLAGE – 18 MARS 2025 – PROCLAMATION

CONSIDÉRANT que les membres du conseil souhaitent sensibiliser la population à l'importance d'un meilleur tri lors du recyclage;

CONSIDÉRANT que La Régie d'Acton et des Maskoutains nous encourage, à l'occasion de la journée mondiale du recyclage, le 18 mars 2025, à partager ces trois mots : Contenants, emballages, imprimés;

CONSIDÉRANT qu'ensemble, nous pouvons faire une différence;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Simon Valcourt, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE PROCLAMER la journée du 18 mars 2025, « Journée mondiale du recyclage » et d'informer la population de Saint-Hugues des nouvelles pratiques en matière de tri des matières à recycler.

ADOPTÉE

25-03-49

9.3 CAMPS DE JOUR – INTÉGRATION – ENFANTS À BESOINS PARTICULIERS – ENJEUX

CONSIDÉRANT que les municipalités sortent complètement de leur champ de compétence municipale en offrant un service de camp de jour;

11 mars 2025

CONSIDÉRANT que l'organisation des camps de jour n'est pas une obligation municipale, mais que malgré cela la majorité des municipalités offrent ce service à leurs familles;

CONSIDÉRANT que les municipalités dispensant des services de camps de jour à l'ensemble des enfants sont assujetties à l'application de la Charte et donne l'obligation à l'accès aux services adaptés de ces camps de jour pour les enfants à besoins particuliers;

CONSIDÉRANT également que les demandes d'accompagnements pour les enfants à besoins particuliers physique ou psychologique sont en nette croissance d'année en année;

CONSIDÉRANT l'absence de soutien financier pour offrir des mesures d'accommodements appropriés aux enfants qui fréquentent les camps de jour et maintenir un service à un coût raisonnable pour les familles;

CONSIDÉRANT que, depuis 2021, la MRC des Maskoutains et plusieurs partenaires ont formé un comité de travail pour sensibiliser les élus, les partenaires, les intervenants et les parents sur les réalités d'un camp de jour et les difficultés d'intégration des enfants à besoins particuliers dans les camps de jour;

CONSIDÉRANT que ledit comité est à la recherche de solutions en concertation avec les différentes instances du milieu : Centre de services scolaire, santé publique, organismes d'aide aux parents et aux enfants à besoins particuliers, élus et partenaires afin que les jeunes et accompagnateurs vivent des réussites en camp de jour;

CONSIDÉRANT la résolution numéro 259-08-2022 de la Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot : Camps de jour - Problématique de desserte pour les enfants à besoins particuliers - Demande de collaboration et de participation financière en aide aux municipalités du mois d'août 2022;

CONSIDÉRANT la lettre de la FQM du 10 juin 2024 demandant d'agir à la ministre des Affaires municipales;

CONSIDÉRANT la résolution de la Municipalité de Saint-Robert du 2 décembre 2024 acheminée à la ministre des Affaires municipales, au ministre de l'Éducation et à toutes les municipalités du Québec, sur ce même enjeu;

CONSIDÉRANT la recommandation de la Commission permanente de la famille;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, appuyé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE DEMANDER la bonification de l'enveloppe liée au Programme d'assistance financière au loisir des personnes différentes (handicapées) - Volet accompagnement;

DE DEMANDER au gouvernement du Québec de prioriser la création d'une mesure financière spécifique aux camps de jour afin d'assurer le service et maintenir un coût raisonnable pour les familles;

DE DEMANDER aux ministres de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, des Affaires municipales, de la Famille, du Sport, du Loisir et du Plein air, de mettre sur pied un comité avec les partenaires suivants : l'Association des camps de jour du Québec (ACQ), l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH), l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et autres afin d'assurer une intégration réussie dans les camps de jour du Québec;

D'INVITER les municipalités membres de la MRC des Maskoutains et les MRC et les municipalités du Québec à appuyer cette résolution;

DE TRANSMETTRE la résolution aux ministres de la Santé et des Services sociaux, de l'Éducation, des Affaires municipales, de la Famille, du Sport, du Loisir et du Plein air, à l'Association des camps de jour du Québec (ACQ), l'Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées (AQLPH), l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), au Centre de services scolaires de Saint-Hyacinthe (CSSSH) et Zone Loisir Montérégie (ZLM).

ADOPTÉE

11 mars 2025

25-03-50

9.4 DÉCLARATION COMMUNE – RSIQ – RENVERSER LA TENDANCE – UN DEVOIR COLLECTIF – APPUI

CONSIDÉRANT la tenue des quatrièmes États généraux de l'itinérance au Québec qui se sont déroulés du 27 au 29 novembre 2024 et qui avaient pour objectif de traiter de la problématique de l'itinérance au Québec;

CONSIDÉRANT que l'itinérance touche un nombre croissant de personnes, la problématique se complexifie, surtout lorsque s'ajoutent dans l'équation des défis liés spécifiquement à la jeunesse, à la perte d'autonomie, à des problèmes de santé mentale ou de dépendances, aux traumatismes (en particulier ceux historiques et intergénérationnels) ainsi qu'à diverses formes de violence (dont celles systémiques, conjugales et sexuelles) faites aux femmes, aux Premières Nations, Métis et Inuits, aux personnes racisées, aux personnes migrantes et immigrantes, aux personnes en situation de handicap, celles de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres, ainsi qu'auprès des autres groupes sociaux discriminés et marginalisés;

CONSIDÉRANT le contexte de la crise du logement sur notre territoire et du leadership que la MRC veut exercer en habitation;

CONSIDÉRANT que le phénomène de l'itinérance ne cesse d'augmenter et devant l'ampleur des défis sociaux auxquels les municipalités doivent faire face, il est urgent d'agir collectivement pour renverser la tendance;

CONSIDÉRANT l'adoption de la Politique de la famille et de développement social de la MRC des Maskoutains qui de par sa mission place la famille et le développement social au cœur de ses préoccupations et de ses décisions, établit un cadre de référence pour la mise en œuvre de mesures qui favoriseront le mieux-être des familles qui auront un impact positif sur leur santé et leur qualité de vie;

CONSIDÉRANT l'importance d'avoir une approche globale associée à des services spécialisés, offrant une réponse adaptée à la diversité des besoins afin d'offrir une société fondamentalement équitable et inclusive, où chaque personne trouve sa place et vit dans la dignité et la sécurité physique, psychologique et financière;

CONSIDÉRANT qu'une vision commune qui privilégie la prévention de l'itinérance engage une responsabilité partagée dans l'ensemble de la société et implique que le réseau public, le milieu municipal et le milieu communautaire travaillent en concertation afin de développer des moyens adaptés à la diversité et à la réalité des problématiques vécues;

CONSIDÉRANT la recommandation de la Commission permanente de la famille;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'APPUYER la Déclaration commune, en faveur des personnes en situation d'itinérance, d'exclusion sociale et de pauvreté, initiée par le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec;

D'INVITER les municipalités membres de la MRC des Maskoutains à appuyer la déclaration commune en faveur des personnes en situation d'itinérance, d'exclusion sociale et de pauvreté, initiée par le Réseau SOLIDARITÉ Itinérance du Québec.

ADOPTÉE

25-03-51

9.5 MUNICIPALITÉ DE SAINT-BERNABÉ-SUD – DEMANDE D'INTERVENTION – APPUI

CONSIDÉRANT la résolution numéro 021-02-2025 de la municipalité de Saint-Barnabé-Sud nommée *Sécurité publique - Demande d'intervention de la part du ministre Bonnardel*;

CONSIDÉRANT que la situation vécue dans la Municipalité de Saint-Barnabé-Sud affecte de manière significative les fonctionnaires, les employés municipaux et les citoyens de la municipalité;

CONSIDÉRANT que, malgré tous les efforts soutenus et conjugués par les divers intervenants de la Sûreté du Québec, la Municipalité de Saint-Barnabé-Sud ne peut assurer la sécurité du public dans la situation actuelle;

11 mars 2025

CONSIDÉRANT que la situation concerne un résident issu de l'immigration dont le statut actuel ne semble pas être régularisé;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE DEMANDER au ministre de la Sécurité publique, Monsieur François Bonnardel, de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer la sécurité des fonctionnaires, des employés municipaux et de tous les résidents de la Municipalité de Saint-Barnabé-Sud en trouvant et en appliquant une solution permanente à la situation actuelle;

DE DEMANDER au ministre de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration monsieur Jean-François Roberge, de s'assurer que son ministère réalise pleinement sa mission dans la situation actuelle;

DE DEMANDER au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté du Canada, l'honorable monsieur Marc Miller, ainsi qu'au ministre de la Sécurité publique du Canada, l'honorable monsieur David J. McGuinty, de prendre acte de la situation et de poser les actions appropriées en vertu du statut du résident concerné dans la situation actuelle;

DE TRANSMETTRE la présente résolution à madame Chantal Soucy, députée de Saint-Hyacinthe et deuxième vice-présidente de l'Assemblée nationale, et à monsieur Simon-Pierre Savard-Tremblay, député fédéral de Saint-Hyacinthe-Bagot;

DE TRANSMETTRE la présente résolution aux municipalités situées sur le territoire de la MRC des Maskoutains

ADOPTÉE

25-03-52

9.6 RIDE DE FILLES – AUTORISATION DE PASSAGE – 5 JUILLET

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de passage reçue, en date du 31 janvier 2025 de « Ride de filles » pour l'événement randonnée à motos afin d'amasser des dons qui seront remis à la Fondation du Cancer du sein;

CONSIDÉRANT qu'un groupe de femmes motocyclistes sillonnera les routes de Saint-Hugues le samedi 5 juillet 2025;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par la conseillère Karine Dalpé, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'AUTORISER les motocyclistes « Ride de filles » à circuler sur le territoire de la Municipalité lors de leur passage le 5 août prochain.

ADOPTÉE

25-03-53

9.7 LA PETITE AVENTURE – VÉLO QUÉBEC – AUTORISATION DE PASSAGE – 30 JUIN

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de passage reçue, en date du 10 février 2025 de Vélo Québec pour l'événement « *La petite aventure* » randonnée cyclo touristique regroupant 1 500 cyclistes, incluant 550 enfants;

CONSIDÉRANT que le groupe de cyclistes « *La petite aventure* » sillonnera les routes de Saint-Hugues le lundi 30 juin 2025;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par le conseiller René Martin, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'AUTORISER les 1 500 cyclistes à circuler sur le territoire de la Municipalité lors de leur passage le 30 juin prochain.

ADOPTÉE

11 mars 2025

25-03-54

9.8 RONDE MONTÉRÉGIENNE DE VÉLO – AUTORISATION DE PASSAGE – 11 MAI

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de passage reçue, en date du 12 février 2025 de la municipalité de Massueville pour l'événement « *La ronde Montérégienne de vélo* » chapeauté par la Fédération Québécoise du sport cycliste;

CONSIDÉRANT que le groupe de cyclistes « *La ronde Montérégienne de vélo* » sillonnera les routes de Saint-Hugues entre 9h à 16h le dimanche 11 mai 2025;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'AUTORISER ce groupe de cyclistes à circuler sur le territoire de la Municipalité lors de leur passage le 11 mai prochain.

ADOPTÉE

25-03-55

9.9 DEMANDE DE MODIFICATION – ARTICLE 226.2 DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (C.C-24-2) – MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CHRISTINE – DEMANDE D'APPUI

CONSIDÉRANT que 1er avril 2021, l'article 226.2 du *Code de la sécurité routière* (c. C-24.2) permet à un pompier d'obtenir l'autorisation d'utiliser un feu vert clignotant sur un véhicule routier autre qu'un véhicule d'urgence lorsque ' il répond à un appel d'urgence provenant d' un service de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT que cet article ne s'applique pas aux premiers répondants d'une municipalité;

CONSIDÉRANT qu'il serait souhaitable d'ajouter les premiers répondants à l'autorisation d'utiliser un feu vert clignotant sur un véhicule routier autre qu'un véhicule d'urgence lorsqu' il répond à un appel d'urgence provenant d'un service de premiers répondants ;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par la conseillère Audrey Lussier, appuyé par le conseiller Simon Valcourt, et résolu à l'unanimité des conseillers présents.

QUE le conseil municipal de Saint-Hugues demande à la vice-première ministre et ministre des Transports et de la Mobilité durable, Mme Geneviève Guilbault d'ajouter la notion de premier répondant à l'article 226.2 du *Code de la sécurité routière* (c. C-24.2) afin qu'un premier répondant puisse utiliser un feu vert clignotant sur un véhicule routier autre qu'un véhicule d'urgence lorsqu'il répond à un appel d'urgence au même titre qu'un pompier ou une pompière ;

QUE la présente résolution soit acheminée à la vice-première ministre et ministre des Transports et de la Mobilité durable, Mme Geneviève Guilbault, au député de Johnson M. André Lamontagne, à la Fédération Québécoise des Municipalités, à l'Union des Municipalités du Québec ainsi qu'à toutes les municipalités du Québec.

ADOPTÉE

10. LOISIRS – ORGANISMES – PARCS

25-03-56

10.1 LOISIRS – VERSEMENT BUDGET 2025

Il est proposé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

DE VERSER le montant du budget annuel aux Loisirs St-Hugues inc., soit la somme de 29 000 \$ pour l'année 2025.

ADOPTÉE

11 mars 2025

25-03-57

10.2 COMPTOIR DE PRÊT D'ÉQUIPEMENT ET ACHAT D'ÉQUIPEMENT – SPORTS D'HIVER – DEMANDE DE SUBVENTION LOISIR ET SPORT MONTÉRÉGIE - NOMMER RESPONSABLE – ÉLIANE PARENT-VIGNEAULT

CONSIDÉRANT que les membres du conseil désirent déposer une demande d'aide financière auprès de Loisir et Sport Montérégie, pour l'installation en été et en hiver, d'un comptoir de prêt d'équipement ainsi que pour l'achat d'équipement pour les sports d'été et d'hiver;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, et résolu, à l'unanimité des conseillers présents :

D'AUTORISER madame Éliane Parent-Vigneault, adjointe administrative, à déposer une demande auprès de Loisir et Sport Montérégie pour ce projet et à signer tout document concernant cette demande, pour et au nom de la Municipalité de Saint-Hugues.

ADOPTÉE

25-03-58

10.3 FÊTES DU 200^E – AJOUT ET DÉSISTEMENT DE MEMBRES APPROBATION

CONSIDÉRANT les préparatifs en vue du 200^e anniversaire de Saint-Hugues qui aura lieu en 2027;

CONSIDÉRANT qu'un comité de bénévoles a été formé à cet effet.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Richard Turcotte, appuyé par le conseiller Simon Valcourt, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'AJOUTER Madame Germaine Gross et Madame Marjolaine Chabot à titre officiel de membres bénévoles du Comité des fêtes du 200^e anniversaire de Saint-Hugues;

D'ACCEPTER le désistement de Madame Maude Michel à titre de membre de ce Comité.

ADOPTÉE

11. IMMEUBLES

25-03-59

11.1 MATÉRIEL POUR INSTALLATION DE LUMINAIRES – FUTUR BUREAU DE POSTES CANADA – ENTÉRINER MANDAT CONFIE À ALARME THIBEAULT

CONSIDÉRANT la soumission reçue au montant de 2 634,83 \$ avant taxes le 19 février 2025 de la firme Alarme Thibeault, pour l'installation de luminaires dans le local du futur bureau de Postes Canada.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Marjolaine Berthiaume, appuyé par la conseillère Audrey Lussier, et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

D'ENTÉRINER le mandat confié à la firme Alarme Thibeault, pour l'installation de luminaires dans le local du futur bureau de Postes Canada.

ADOPTÉE